

Le G7 de Biarritz : un sommet pour rien

Tuesday 27 August 2019, by [AGUITON Christophe](#), [TROUVE Aurélie](#) (Date first published: 26 August 2019).

Les dirigeants du G7 appliquent dans leur propre pays des politiques similaires sur des sujets majeurs : migrations, crise climatique et environnementale, questions sociales, montée des politiques répressives, militarisation... sujets sur lesquels il est indispensable de se mobiliser et faire entendre nos alternatives.

Rappel historique

Le G7 a été créé en 1975 sous la forme d'un G6 (sans le Canada qui l'a rejoint en 1976, de même que l'Union européenne qui y participe en tant qu'invitée) avec comme objectif la coordination des politiques économiques et financières face à la crise économique qui s'amorçait. Après la dislocation de l'Union soviétique et la généralisation de la mondialisation néolibérale à la majorité des pays de la planète, la Russie l'a rejoint en 1997, jusqu'à son exclusion en 2014 à la suite de l'annexion de la Crimée.

Dans les années 1990 et jusqu'au début des années 2000, le G7 (ou G8 selon les années) était un élément important de la « gouvernance internationale » qui s'était mise en place après la chute des régimes communistes d'Europe de l'Est. La mondialisation néolibérale des années 1990 allait de pair avec une phase de multilatéralisme qui s'appuyait sur des institutions internationales qui jouaient un rôle essentiel. Le « consensus de Washington », qui édictait les règles du néolibéralisme, était celui des directions de Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et du département du Trésor des États-Unis, toutes trois situées dans un même quartier de Washington. La libéralisation des échanges et du commerce a abouti à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. L'Organisation des Nations-unies (ONU), de son côté, se chargeait des grandes questions sur lesquelles une convergence des différents États était jugée importante avec par exemple les conférences de Rio en 1992 sur l'environnement, de Beijing en 1995 sur les droits des femmes, d'Istanbul en 1996 sur l'habitat... Le G7 n'a jamais eu un statut formel lui donnant une fonction particulière. Mais en regroupant les principaux dirigeants de la planète, il jouait un rôle d'impulsion essentiel au développement de la mondialisation et du multilatéralisme.

Le contexte actuel

Les premières tensions entre grandes puissances sont apparues, sous la présidence de Bill Clinton, avec les guerres dans l'ex-Yougoslavie où la Russie s'est opposée aux interventions américaine et européenne. Alors que la Première guerre du Golfe, en 1991, avait été conduite sous l'égide de l'ONU, les interventions dans les Balkans ont été le fait de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Ces craquements dans la gestion multilatérale du monde sont devenus des fractures ouvertes avec ensuite la guerre en Irak menée par les États-Unis et le Royaume-Uni en 2003. Les tensions ne se sont pas limitées à l'intervention en Irak : l'OMC s'est vite retrouvée paralysée, n'arrivant pas à conclure le cycle de Doha, la désastreuse gestion par le FMI de la crise argentine a poussé la plupart des pays en développement à tout faire pour ne pas passer sous ses fourches caudines, et l'ONU a vu son rôle être marginalisé. Dans la période la plus récente, l'élection de Donald Trump a poussé ces tensions à leur paroxysme, et le G7 n'échappe pas à ces divisions. Sa

dernière réunion, au Québec l'an dernier, en a été la caricature : Donald Trump a dénoncé le communiqué final – pourtant sans consistance et qu'il venait de signer – dès le vol qui le ramenait aux États-Unis !

Il n'est donc plus possible de dénoncer le G7 comme « directoire du monde », comme le mouvement altermondialiste le faisait au début des années 2000, car il est d'ores et déjà certain qu'aucune décision importante ne sera prise à Biarritz. Mais il n'est pas possible, pour autant, de se désintéresser de ce sommet, du fait notamment de son impact médiatique qui permettra de faire entendre la voix des peuples. De plus, les dirigeants du G7 appliquent dans leur propre pays des politiques similaires sur des sujets majeurs : migrations, crise climatique et environnementale, questions sociales, montée des politiques répressives, militarisation... sujets sur lesquels il est indispensable de se mobiliser et faire entendre nos alternatives.

S'opposer aux politiques néolibérales, militaristes et répressives

Si les dirigeants du G7 sont divisés sur des questions géopolitiques importantes (Iran, Moyen-Orient, Brexit, etc.), ils appliquent des politiques similaires dans leur pays et vis-à-vis de leurs zones d'influence.

- Nous assistons à une nouvelle vague de militarisme, avec des budgets militaires en nette augmentation pour les pays du G7 et des interventions militaires comme celle de la France au Sahel et les risques d'une intervention militaire en Iran se multiplient. Le sommet de Biarritz est donc l'occasion de se mobiliser face à ces interventions militaires et aux risques de guerre en Iran.
- Les politiques anti-migrant·e·s sont similaires en Amérique du Nord et en Europe, avec la fermeture des frontières et le durcissement des conditions d'octroi de l'asile politique. Il faudra exiger, au contraire, l'accueil des réfugié·e·s, la régularisation des migrant·e·s et la garantie du droit de circulation.
- Partout, dans les pays du G7, s'appliquent des politiques d'austérité et de remise en cause du droit du travail et des conditions d'obtention des retraites. Nous nous opposons à ces politiques et revendiquons le développement des services publics et des politiques sociales.
- Devant la paralysie de l'OMC, les grandes puissances, en particulier les États-Unis et l'Union européenne, négocient des accords de libre-échange bilatéraux favorables aux multinationales et au détriment des droits sociaux et des politiques environnementales.
- Alors que les effets du dérèglement climatique sont chaque jour plus dramatiques et qu'il est maintenant évident que nous sommes à l'aube d'une sixième extinction de masse des espèces animales et végétales, les gouvernements des pays du G7, ou bien sont dans le déni (c'est le cas de l'administration américaine), ou bien appliquent des politiques qui sont très loin de celles qui seraient indispensables pour stopper ces évolutions catastrophiques.

Interpeller les gouvernements sur les priorités qu'ils affichent et défendre nos alternatives

Le gouvernement français veut mettre la lutte contre les inégalités au cœur du sommet de Biarritz, face à ce qui a toutes les chances de ne rester que des vœux pieux ; à nous d'exiger une réelle égalité hommes/femmes, la fin de toutes les discriminations, de genre, d'âge ou de couleur de peau. Plus généralement les mobilisations des peuples dans le monde entier ont mis en avant des alternatives face au néolibéralisme et aux politiques autoritaires, celles-ci sont résumées dans les appels des coalitions basque et française mobilisées face au G7. Elles seront défendues pendant le sommet alternatif qui se tiendra à Hendaye et à Irun du mardi 20 au vendredi 23 août.

Attac 23 août 2019

Christophe Aguiton
Aurélie Trouvé

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.S.

<http://alter.quebec/le-g7-de-biarritz-un-sommet-pour-rien/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste: [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)